

Le Soir d'Algérie - Espace «Retraite» — E.mail : soiretraite@hotmail.com

LIBRE DÉBAT

«Ne tirez pas sur le corbillard !»

Fervent lecteur du quotidien Le Soir d'Algérie, je vous prie d'insérer dans vos colonnes l'article qui suit en réponse à l'écrit paru en date du mardi 13/01/2015, émanant de monsieur Lakhdar Hamidi, intitulé «Arrêtez de vous plaindre».

De grâce monsieur Hamidi, ne tirez pas sur le corbillard, vous criblerez inutilement un cadavre longtemps malmené et complètement désarticulé par l'incurie administrative et l'hypocrisie des décideurs.

Votre diatribe ne fait qu'accentuer ses malheurs, et le propulser directement en enfer. Le retraité ne vit pas dans l'opulence, que vous tentiez de nous décrire comme une certitude absolue. Si c'est le cas, votre but est raté, il aurait été plus pertinent de piocher dans les vrais prédateurs qui rongent l'économie nationale. La digression avec laquelle le sujet est développé m'amène à douter de votre sincérité et du bien-fondé de vos dires. Peut-on sérieusement de nos jours garantir à ses enfants une vie digne, sans restriction, avec un salaire minable de 4 000 DA par

semaine et, comble de l'ironie, satisfaire à l'ensemble de leurs besoins ? Avez-vous réellement mesuré l'étendue des conséquences psychologiques dues aux privations et aux désirs étouffés de votre progéniture ? Il faut être bien futé pour nous faire avaler une telle couleuvre !

A moins que vous possédiez d'autres ressources, et une rente viagère cédée probablement en monnaie forte, sonnante et trébuchante. Personnellement, ne me demandez plus de serrer la ceinture, mon estomac a totalement disparu de «l'appareil digestif». Par ailleurs, je ne comprends pas votre acharnement à vilipender les vétérans de ce pays, qui ont tout donné à la nation, sans rien exiger en retour. Durant les années de disette, et de terreur, leur seul objectif était la sauvegarde de

la nation des dérives qui la menacent. Aujourd'hui, ils sont en droit d'exiger un juste partage des richesses, à la mesure des sacrifices consentis. L'analyse que vous décrivez prête à confusion, à cause de l'amalgame sciemment entretenu, et à l'affût de l'observateur averti. Sachez que le chômeur et le retraité font face à une même politique discriminatoire. Les jeunes sans emploi vivent des jours sans lendemain et les seniors se lamentent d'un passé frustrant. Dans beaucoup de familles, le pécule dérisoire du vieux reste l'unique consolation du ménage pour se soustraire à l'humiliation et au désespoir. On est loin, Monsieur de la «Qanaâ» (ni rassasié ni insatiable). Enfin, si un jour nos dirigeants consentent à nous balancer quelques miettes ne venez surtout pas «picorer» avec

nous, votre fierté ne vous le permettra pas. Pour atténuer votre ardeur, je vous recommande de lire ou de relire les textes législatifs, pour cadrer à juste titre les manquements aux droits les plus élémentaires des pensionnés.

Il n'est dans mon intention à travers cet écrit de recenser les justes revendications des retraités, elles feront l'objet d'un autre article, mais il est urgent de délimiter les allégations des personnes malintentionnées, du vécu réel d'une

frange de citoyens, qui n'a bénéficié malheureusement ni de rente pétrolière ni de la compréhension des responsables. Sans rancune, Monsieur Hamidi, je vous dirais simplement : «Arrêtez de triturer !» Un jour, vous passerez encore à côté de la plaque. Nous continuerons néanmoins à revendiquer nos droits et les vôtres.

**Sadouki Ali,
Ksar El-Boukhari**

APPEL DES RETRAITÉS SONATRACH DE BISKRA Nous attirons l'attention sur la violation suivante

Les travailleurs de Sonatrach mis à la retraite depuis le 24/12/1994 ont été marginalisés pour le bénéfice du complément de retraite en violation de la Convention collective d'entreprise Sonatrach (CCE) en vigueur depuis cette date.

Les signataires de la convention PCR (Sonatrach, Syndicat national SH et MIP) le 24/02/1999 n'ont pas appliqué les articles 321 et 384 de la convention Sonatrach, en faisant bénéficier les travailleurs mis en retraite à partir du 1^{er} mai 1998 au lieu du 24/12/1994. L'article 321 de la CCE dit : «Il est créé une mutuelle sociale des travailleurs de l'entreprise dont les objectifs sont notamment : attribution aux travailleurs de l'entreprise d'une retraite complémentaire.» L'article 384 stipule bien que la convention (CCE) entre en application dès son approbation par les parties, soit en décembre 1994.

Les travailleurs mis à la retraite à compter du 24/12/1994 doivent bénéficier de ce complément de retraite intitulé PCR en conformité avec la convention collective SH.

Ces anciens travailleurs retraités privés de leur droit étaient pourtant les pionniers de SH qui avaient relevé le défi lors de la nationalisation des hydrocarbures et contribué au développement de l'entreprise Sonatrach et sauvé l'honneur de l'Algérie révolutionnaire. L'association des retraités Sonatrach n'a cessé depuis sa création de revendiquer la pension complémentaire de retraite aux retraités sortis entre le 24/12/1994 et le 30/04/1998.

Dans le PV de réunion tenue le 2 mars 2008 entre la mutuelle et le bureau national des retraités, la directrice PCR a déclaré que le travail de calcul ainsi que l'impact financier de cette opération sont entre les mains de la DG/SH depuis 2005.

Ces retraités ne comprennent pas pourquoi les responsables de SH leur tournent le dos et ne répondent pas à leur revendication.

Nous avons revendiqué le droit à la PCR en dehors de l'association des retraités :

- A M. le P-DG de SH
- A M. le directeur exécutif des ressources humaines de SH
- A M. le Secrétaire du syndicat national
- A M. le ministre de l'Energie et des Mines.

Aucune réponse à nos doléances. Nous espérons trouver en votre autorité une attention particulière et vous remercions à l'avance pour le geste humanitaire que vous pouvez sûrement faire pour ces personnes très âgées.

**Bencharif Mohamed,
secrétaire des retraités
de Sonatrach de la région de Biskra**

COURRIER DES LECTEURS

Droit au capital décès pour les proches d'un retraité de France

Mon père a cotisé durant 32 ans en France. Le premier mois où il sort en retraite (à 65 ans), il décède dans un accident de la circulation en Algérie avec son épouse.

Nous, ses héritiers, n'avons perçu qu'un seul mois (juin 1998) étant donné que l'épouse est décédée avec lui.

La caisse de retraite nous informe que le dossier est clos et qu'on n'ouvre pas droit à un capital décès.

- Est-ce vrai dans ce cas ? (il a une carte de résidence française).

- Moi, sa fille, étant divorcée avec 2 enfants puis-je prétendre à un certain pourcentage ?

- Sa première épouse d'avec laquelle il a divorcé, et qui est ma mère, peut-elle y prétendre étant donné qu'elle est toujours vivante, mais s'est remariée.

Recevez d'avance mes sincères remerciements et salutations.

**M. Hafsa,
Akbou**

RÉPONSE : Au regard de la législation française, les retraités (du moins leurs proches) n'ont pas droit au capital décès sauf si, à la date du décès, ils remplissaient les conditions d'activité requises (dans le cas, donc, d'une cessation d'activité récente ou de la poursuite d'une activité). Par ailleurs, seul le conjoint survivant (avoir été marié avec la personne décédée) s'il a 55 ans au moins, et peu de ressources, peut avoir droit à une pension de réversion même en ayant divorcé de l'assuré décédé. Seuls les orphelins de moins de 21 ans peuvent percevoir une pension de réversion (10% par enfant).

Rajout d'années de cotisation

Je suis un retraité «proportionnel», j'ai pris ma retraite le 30 novembre 2001, je travaillais à la SN Sempac de Tizi-Ouzou, j'ai cotisé durant 24 ans. Après je fus embauché par un privé, il m'a assuré. J'ai travaillé 8 ans, ce qui me manque pour faire les 32 ans.

Je me suis renseigné auprès de la CNR de Tizi-Ouzou pour compléter les 8 années. Cette dernière déclare que je n'y ai pas droit.

Dans l'attente d'une réponse,

veuillez agréer, monsieur, mes salutations les plus distinguées.

Bouktir Omar

RÉPONSE : La loi relative à la retraite est très claire à ce sujet : les retraites proportionnelles et sans condition d'âge sont réputées définitives et non révisables. Vous deviez le savoir au moment où vous avez pris votre retraite. On ne part pas à la retraite sans un minimum d'informations.